

## **Sujet 1**

La question de savoir si l'État est l'ennemi de la liberté est un débat qui a animé la philosophie politique depuis des siècles. D'un côté, certains soutiennent que l'État limite la liberté individuelle, tandis que d'autres affirment que l'État est essentiel à la protection de la liberté individuelle. Cette question est d'autant plus pertinente dans le contexte actuel, où de nombreux États ont amélioré leur pouvoir et leur influence dans des domaines tels que la sécurité nationale, la surveillance électronique et la réglementation de la vie privée. On peut donc se poser la question si l'État est un ami ou un ennemi de la liberté. Nous allons commencer par voir comment l'État est un ennemi de la liberté, en soulignant les moyens par lesquels l'État peut restreindre les libertés individuelles, y compris par l'utilisation de la violence pour faire respecter ces lois, et la violation des droits individuels. Ensuite, nous examinerons les arguments selon lesquels l'État est un ami de la liberté, en mettant en évidence les moyens par lesquels l'État peut protéger les droits individuels et garantir la sécurité nationale. Enfin, nous évaluerons de manière critique ces positions et soulignerons l'importance de considérer chaque État et chaque politique de manière critique pour déterminer si elles favorisent ou limitent la liberté individuelle.

L'argument selon lequel l'État est l'ennemi de la liberté repose sur l'idée que l'État exerce un pouvoir coercitif qui limite les libertés individuelles. En effet, l'État a le pouvoir d'imposer des lois et des réglementations restrictives qui peuvent limiter la liberté individuelle. Par exemple, les lois sur la sécurité routière ou la consommation d'alcool limitent la liberté de conduire ou de boire de manière irresponsable. En outre, l'État peut utiliser la violence pour faire respecter ces lois, ce qui peut porter atteinte aux libertés individuelles, par exemple le CRS à des droits beaucoup plus élargis que ceux de la police, ce qui autorise les CRS à pouvoir "faire du mal" à des individus sans justifications précises. De plus, si les forces de l'ordre ou les autorités de l'État utilisent une force excessive ou abusive pour faire respecter ces lois, cela peut porter atteinte aux libertés individuelles et fondamentales. Lorsqu'un individu est arrêté, détenu ou puni pour avoir enfreint une loi, il subit une restriction de sa liberté personnelle, ce qui montre que l'État est en pouvoir d'enlever presque toutes les libertés de quelqu'un si cela est justifié. Le problème avec la centralisation du pouvoir de l'État est que tout repose sur ce dernier pour faire la loi, et l'histoire nous a bien montré que les régimes politiques sont éphémères et s'ils se font remplacer (de manière légitime ou pas) par des régimes autoritaires, le pouvoir peut être abusé par l'État. Par exemple en Allemagne il a suffi qu'un homme autoritaire prenne le pouvoir pour qu'il prive de liberté qui il voulait puisqu'il en avait le pouvoir, en l'occurrence les juifs ont été persécutés sans véritable raisons mais cela a été possible puisque l'accès aux libertés de millions d'habitants était contrôlé par un petit groupe d'individus qui étaient sûrs d'eux. Les atteintes à la vie privée, à la liberté

d'expression ou à la liberté de religion sont autant d'exemples de violations des droits individuels qui peuvent être commises par l'État. Dans certains cas, l'État peut même justifier ces violations de droits individuels au nom de la sécurité nationale ou de la lutte contre le terrorisme, ce qui a été une excuse pour les États-Unis avec le "patriot act" qui leur a permis de pouvoir surveiller toute la population sous le prétexte d'empêcher des attaques terroristes. En somme, les arguments selon lesquels l'État est l'ennemi de la liberté mettent en évidence les moyens par lesquels l'État peut limiter les libertés individuelles en imposant des lois restrictives, en utilisant la violence pour faire respecter ces lois et en violant les droits individuels. Cependant, cela ne signifie pas nécessairement que l'État est toujours un ennemi de la liberté. Dans la partie suivante, nous verrons comment l'État peut être un ami de la liberté.

Ceux qui pensent que l'État comme ami de la liberté soutiennent que l'État est essentiel à la protection des droits individuels et à la garantie de la sécurité et du bien-être de la société dans son ensemble. L'État peut protéger les droits individuels en imposant des lois qui interdisent la discrimination, la violence et l'exploitation, et en garantissant l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres services publics essentiels. De plus, l'État peut garantir la sécurité et le bien-être de la société en offrant une protection contre les menaces externes telles que les attaques militaires d'autres pays avec des régimes politiques autoritaires qui viendraient "convertir" ou "coloniser" le pays attaqué comme ce qui se passe avec l'Ukraine en ce moment. L'État peut également aider à réduire les inégalités sociales et économiques en offrant des programmes de soutien aux personnes vulnérables ou en imposant des politiques fiscales et économiques qui favorisent l'égalité. En somme, les arguments en faveur de l'État comme ami de la liberté soulignent que l'État peut protéger les droits individuels, garantir la sécurité et le bien-être de la société dans son ensemble, réduire les inégalités sociales et économiques et promouvoir la liberté individuelle. Toutefois, cela ne signifie pas que l'État n'abuse jamais de son pouvoir et ne menace les libertés. Cependant, il est important de considérer chaque État et chaque politique de manière critique pour déterminer si elles favorisent ou limitent la liberté individuelle.

Les arguments en faveur et contre l'État comme ami ou ennemi de la liberté sont tous deux valables et importants. Cependant, il est important de noter que la question de savoir si l'État est un ami ou un ennemi de la liberté dépend des politiques et des pratiques spécifiques de chaque État. Les gouvernements autoritaires ou dictatoriaux ont souvent utilisé leur pouvoir pour opprimer les libertés individuelles, tandis que les démocraties ont généralement cherché à protéger et à promouvoir les droits individuels. De plus, même dans les États

démocratiques, il est possible que certaines politiques ou pratiques limitent la liberté individuelle. Par exemple, les lois sur la surveillance de masse peuvent porter atteinte à la vie privée, comme c'est le cas avec l'installation de caméras avec intelligence artificielles à Paris (avec comme prétexte les J.O 2024), ou encore l'interdiction des messageries instantanées avec chiffrement aux Royaume unis ce qui a entraîné le même projet de loi au sein du comité de l'union européenne. Il est donc crucial de prendre en compte les politiques et les pratiques spécifiques de chaque État pour évaluer si l'État est un ami ou un ennemi de la liberté. Il est également important de noter que la question de savoir si l'État est un ami ou un ennemi de la liberté n'est pas binaire. Il faut aussi noter que les citoyens ont également un rôle à jouer en exerçant leur droit de vote, en faisant pression sur leurs représentants élus et en participant à des débats publics sur les questions liées à la liberté individuelle et à l'action de l'État.

En conclusion, la question de savoir si l'État est l'ennemi de la liberté est complexe et ne peut être résolue par une réponse simple. L'État peut être à la fois un ami et un ennemi de la liberté, selon la manière dont il est structuré et géré. Il faut donc considérer chaque État et chaque politique de manière critique pour déterminer si elles favorisent ou limitent la liberté individuelle.